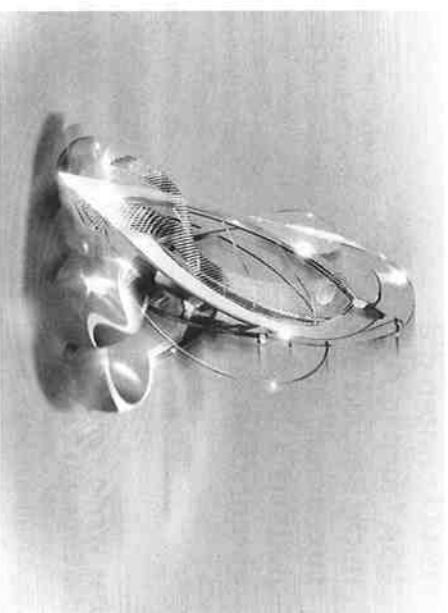


Dimensions écologiques de la coopération internationale

Le Japon montre la voie



Mario Hirsch

À TRAVERS TOUTE SON histoire, le Japon a fait face à un double défi en se concentrant sur le développement économique, tout en veillant à préserver son précieux environnement naturel. Bien qu'il ne dispose pas de vastes espaces, ni de ressources minérales abondantes, il a réussi à atteindre un développement industriel et une prospérité appréciables sans trop détruire son environnement naturel. La sagesse traditionnelle et l'utilisation à bon escient de la technologie y sont pour quelque chose comme le montre l'art de l'estampe. À travers les âges, le peuple nippon est passé maître dans l'art de développer une relation réciproquement dépendante et bénéfique avec son environnement naturel, profitant de la générosité de celui-ci d'une manière durable, tout en essayant de faire une contribution positive à la nature elle-même.

Il n'est donc pas étonnant que le Japon ait organisé l'EXPO 2005 d'Aichi près de Nagoya sous le thème principal de « La Sagesse de la Nature » (*Nature's Wisdom*). L'exposition universelle se veut un « laboratoire » dédié aux préoccupations environnementales mondiales et entend rétablir une relation moins conflictuelle entre l'homme et la nature. Un rôle primordial dans ces efforts est attribué à la technologie. En prenant à témoin son histoire, le Japon entend fournir la démonstration que la technologie est la clé qui permettra de trouver des réponses aux problèmes globaux et de donner une nouvelle dimension au développement humain.

Les Japonais, et surtout les grands groupes industriels nippons, très présents sur le site de l'exposition, sont persuadés que la technologie renferme le potentiel énorme de minimiser les effets négatifs possibles de l'amélioration des conditions de vie et de la croissance de la population sur l'environnement. On ne vise rien de moins qu'un nouvel équilibre entre la nature, la technologie et la culture, et ceci à travers une démarche qui se veut globale.

La Délégation de la Commission européenne au Japon, dirigée par l'ambassadeur Bernhard Zepfer, a donc été bien inspirée d'organiser la désormais traditionnelle rencontre entre journalistes européens et japo-

nais, qui fonctionne dans le cadre du partenariat UE-Japon, à Nagoya à proximité immédiate du site de l'exposition universelle. Le thème retenu, « The Greening of International Cooperation », cadre parfaitement avec le message de cette dernière. À noter que depuis deux ans, cette rencontre a été élargie à des journalistes de tous les pays asiatiques qui font partie de l'ASEM, grâce à une coopération fructueuse avec l'Asia-Europe Foundation (ASEF), dont le siège est à Singapour et qui bénéficie e.a. de l'appui généreux du gouvernement luxembourgeois. La Fondation, dont notre compatriote Edmond Israël est gouverneur, était représentée par l'ambassadeur Cho Won-Il, son directeur exécutif coréen.

La population et les activités économiques du Japon sont très fortement concentrées sur un territoire relativement exigu dans des zones métropolitaines denses et dans les plaines côtières de l'archipel, occupé aux deux tiers par des montagnes et des forêts. D'où des pressions sévères sur l'environnement. Au premier rang des préoccupations environnementales, deviennent comme une obsession, exprimée à la fois par le maire de Nagoya et par le préfet d'Aichi, figurent la pollution de l'air en milieu urbain (NOx, particules en suspension, substances toxiques), la gestion des déchets, l'eutrophisation de l'eau, la protection de la nature, le changement climatique, la gestion des produits chimiques.

La législation environnementale du Japon a été étendue au fil des ans. Les réglementations sont rigoureuses, voire draconiennes et assorties de mesures d'application efficaces et d'importants moyens de surveillance. La fixation de normes strictes et l'octroi d'aides financières pour les activités de recherche et de développement ont eu un effet de levier technologique salutaire. Les industriels japonais ont choisi une stratégie anticipative en instaurant des systèmes de gestion et d'information environnementales, et plusieurs secteurs économiques importants ont pris des initiatives pour réduire leur « empreinte » écologique.

C'est particulièrement vrai pour le secteur de l'automobile, dont Nagoya est d'ailleurs un des ber-

La dimension environnementale fait partie intégrante de la politique extérieure et de coopération du Japon

ceaux avec Toyota. Le deuxième constructeur mondial, qui produit plus de 7 millions de véhicules par an, est le *leader* mondial de méthodes de production et de technologies de voitures « propres », notamment avec la technologie des véhicules hybrides du type Prius ou des véhicules à hydrogène et avec une politique de recyclage qui atteint désormais 95 pour cent. Hiroyuki Watanabe, Senior Managing Director de la Toyota Motor Corporation, nous a dressé un bilan éloquent des efforts écologiques de sa firme, qui commencent à produire leurs fruits à l'échelle du Japon, mais aussi à l'échelle globale. Selon les prévisions de Toyota, le parc automobile mondial va passer de 740 millions à 3,24 milliards en 2050. L'impact environnemental va être quadruplé d'ici là, ce qui incite bien sûr l'industrie à multiplier les efforts afin de réduire autant que faire se peut. C'est la condition pour accéder aux marchés des pays émergents, de plus en plus préoccupés par l'impact écologique.

Il importe donc que le Japon fasse preuve de bonnes pratiques et montre la voie. Parmi les 74 millions de véhicules en circulation sur l'archipel, près d'un dixième sont des véhicules à faibles émissions, dont 132 118 voitures hybrides, type Prius, 20 638 au gaz naturel comprimé, 7 700 électriques, 57 au méthanol et 7 millions de véhicules à faible consommation de carburant. La tendance vers les voitures propres est en augmentation rapide, moyennant trois types d'incitations financières, dont les subventions pour les collectivités locales, des allègements de taxes pour les propriétaires d'un véhicule propre et des prêts à un taux avantageux pour l'achat d'un tel véhicule.

Dans de nombreux domaines, le Japon est un laboratoire grandeur nature pour des initiatives visant à internaliser les externalités et à

envoyer des signaux économiques susceptibles d'orienter les choix des producteurs et des consommateurs. Certes, les redevances d'utilisation et de pollution ainsi que les écotaxes ne sont pas encore suffisamment répandues pour internaliser les coûts environnementaux. L'application des principes pollueur payeur et utilisateur payeur laisse encore à désirer, notamment dans le cas des services liés aux eaux usées et aux déchets, mais dans l'ensemble l'archipel est à la pointe des pays développés.

Le bilan environnemental est donc appréciable. Durant les vingt dernières années, le Japon a réussi à découpler la détérioration de l'environnement de la croissance économique en termes de SOx, NOx, engrais et pesticides. Les prélèvements d'eau, tout comme la production de déchets municipaux et industriels, ont cessé d'augmenter. Les préoccupations environnementales ont été intégrées dans la planification sectorielle, tout comme elles sont prises en considération dans l'établissement du budget de l'État. On peut même parler d'une « écologisation » des activités des pouvoirs publics, donc d'une réduction substantielle de l'empreinte écologique du secteur public.

Quelques notes discordantes subsistent quand même. Ainsi, les émissions de CO₂ continuent de progresser à peu près au même rythme que le PIB. Des casse-têtes subsistent pour ce qui est de la circulation routière et de la consommation d'énergie. S'agissant de l'élimination des déchets, véritable priorité nationale, les capacités restantes atteignent un point critique. Le produit de la plupart des taxes liées à l'environnement est affecté à la construction et à l'entretien des routes, un non-sens patent auquel on va remédier.

Le Japon poursuit des objectifs ambitieux de protection du climat dont la mise en œuvre est bien coordonnée et régulièrement examinée. Il a résolulement soutenu les efforts internationaux déployés dans ce domaine (Protocole de Kyoto notamment). L'intensité de CO₂ de l'économie (kg CO₂/unité de PIB) a diminué de 1,8 pour cent au cours des années 90, ce qui le place au huitième rang des pays de l'OCDE. La substitution interénergétique pro-

gresse et le pétrole continue perdre du terrain au profit du gaz nucléaire. Soichiro Yoshida, Président du groupe du même nom spécialisé dans les graisses alimentaires, est un protagoniste très actif du biofuel et en particulier du biodiesel, voie prometteuse pour réduire la dépendance du pétrole. À ce recyclage des graisses alimentaires usées, il envisage une coopération à grande échelle, notamment avec la Malaisie, pour le recourir l'huile de palme.

Depuis les années 70, des efforts d'efficacité énergétique, sensiblement renforcés en 1998, sont appréciés avec succès. Les grandes villes disposent d'infrastructures de transports publics bien développées ces derniers absorbent l'essentiel des déplacements professionnels dans les zones métropolitaines. Grâce à des initiatives volontaristes du secteur industriel à réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES). En dépit de ces efforts considérables, les performances restent en deçà de l'objectif retenu, c'est-à-dire une réduction de 6 pour cent des émissions de GES d'ici 2012. Émissions ont en fait augmenté près de 7 pour cent entre 1994 année de référence, et 1999. L'intensité énergétique de l'économie (tep/PIB) a augmenté de 5 pour cent dans les années 90. Comme expliqué Seizo Matsumoto, vice-ministre en charge des affaires environnementales globales au Ministère de l'Environnement, le Japon n'entend pas en rester là. Pour tenir ses engagements, il s'inspire l'exemple européen en attribuant des quotas d'émission aux grandes industries avec la faculté d'acquiescer des crédits d'émission.

Ainsi, le grand groupe Sumitomo d'ores et déjà montre la voie investissant en Inde dans le but récupérer des droits à polluer. Récemment, par exemple, la Development Bank of Japan vient d'instaurer un système d'échange de crédits d'émission en créant un fonds auquel les entreprises désirent acquiescer des droits d'émission sont invitées à souscrire. Le fonds investit le capital ainsi recueilli dans des projets de réduction d'émissions de gaz à l'étranger, notamment ailleurs en Asie, et donnera retour aux entreprises participant



Les véhicules de demain conditionneront la réussite du passage vers le développement durable

des crédits d'émission. En même temps, on a innové sur le plan comptable. Ainsi, ces droits seront considérés comme des immobilisations incorporelles à l'instar des brevets ou des en-cours. Lorsqu'une entre-

prise aura amorti ou revendu ses droits, elle pourra les comptabiliser comme des frais ou des profits.

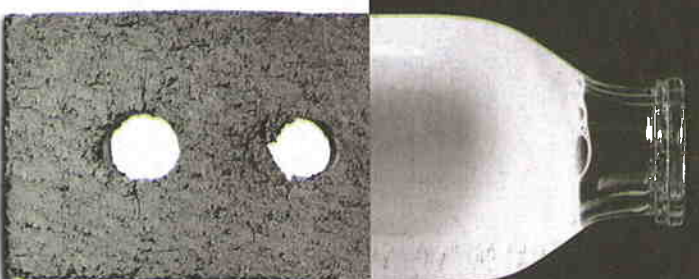
La coopération régionale est aussi très avancée en ce qui concerne les

problèmes de pollution marine, la prévention des catastrophes naturelles comme les tsunamis et la surveillance des dépôts acides en Asie orientale. Plus de 30 pour cent de l'aide publique au développement

du Japon concerne l'environnement. L'incorporation de la dimension environnementale dans la politique extérieure et de coopération nipponne a été saluée par les participants asiatiques, notamment le pro-

fesseur Emil Salm, ancien ministre de l'Environnement de l'Inde et le professeur Koh Khengdirectrice du Asia-Pacific Centre for Environmental Law à la National University of Singapore.

**Que vous cuisiez des briques depuis 20 ans
ou que vous conditionniez du fromage blanc,
SAP vous garantit un logiciel sur mesure.**



Chaque entreprise est unique. Vous avez vos objectifs et êtes confrontés à des défis complexes. C'est pourquoi SAP vous offre un logiciel à la mesure de votre entreprise. Que celle-ci soit grande ou moins grande. Que vous vendiez du lait ou des matériaux de construction. Le savoir-faire de SAP est fondé sur une longue collaboration avec les noms les plus prestigieux du monde de l'entreprise. SAP sait ce qui est fondamental pour votre entreprise et ce qui la rend fondamentalement différente. C'est en partant de ce constat que nous développons nos solutions software. Surtez sur sapuniquel.be et découvrez comment, pour vous, nous pouvons faire la différence.

THE BEST-RUN BUSINESSES RUN SAP™

